

Au Congo, « le risque d'un Etat policier »

Isidore Ndaywel est un historien marquant du Congo. Professeur à Kinshasa et à Paris, coordinateur des cérémonies du 50^e anniversaire du pays, il demeure une personnalité en vue, une référence. Et il s'engage fermement face à l'incurie politique, priant, marchant, se retrouvant en première ligne face aux forces de l'ordre. « Face au risque de voir se mettre en place un régime policier in-

acceptable, il est de mon devoir d'élever la voix », exprime-t-il dans un entretien au *Soir*. Celui qui « a toujours été engagé » ne voudrait pas « qu'un jour, on puisse me faire le reproche d'avoir péché par omission. Qu'on puisse me dire : "Vous étiez là et vous n'avez rien essayé..." »

Soutenu par la conférence des évêques, l'accord du 31 décembre dernier, qui prévoyait que Kabila renonce au pouvoir en

2018, n'a pas été respecté. Et désormais, les laïcs sont appelés à prendre le relais. Malgré les espoirs suscités au début de l'ère Kabila, « aujourd'hui, il y a à nouveau risque de guerre, de division... »

Or, « les Congolais, aujourd'hui comme hier, aspirent à la justice, à la dignité, ils n'acceptent pas de se retrouver en haillons, mendians en Angola ou à Brazzaville, refoulés en Libye... » ■

« Les Congolais aspirent à la justice et à la dignité »

CONGO Décryptage de la situation politique par un militant de la première heure

► Auteur de l'imposante « Histoire générale du Congo », l'historien Isidore Ndaywel est dans son pays ce qu'Henri Pirenne a été à l'histoire de Belgique.

► Soit l'auteur d'un récit qui a contribué à forger l'identité nationale.

ENTRETIEN ■

Professeur à Kinshasa et à Paris, haut fonctionnaire à la francophonie, coordinateur des cérémonies du 50^e anniversaire du pays, Isidore Ndaywel, est demeuré une personnalité en vue, une référence. Alors qu'il aurait pu jouir tranquillement de sa retraite, il a cosigné l'appel des laïcs chrétiens à manifester le 31 décembre dernier. Priant, marchant, s'agenouillant avec les autres, il s'est trouvé en première ligne face aux forces de l'ordre.

Qu'est-ce qui vous a poussé à un tel engagement ?

Mon engagement n'est pas récent, loin s'en faut : en 1966, alors que j'étais encore étudiant à l'Université Lovanium, je me suis rendu, avec d'autres, à Kisangani et Idiofà, pour porter

secours aux populations qui sortaient de la forêt où elles s'étaient réfugiées pour fuir les rébellions mulélistes et l'assaut des mercenaires. Par la suite, j'ai voulu remonter à l'histoire pré-coloniale et démontrer qu'une conscience nationale existait déjà dans ce vaste ensemble. Je me suis toujours attaché à faire connaître l'histoire culturelle et sociale du peuple congolais. Au début des années 90, après que la Conférence nationale souveraine ait adopté un projet de constitution qui faisait du Congo un Etat fédéral, j'ai fait traduire le texte de ce document dans les quatre langues nationales. Un exercice de vulgarisation auquel s'est opposé un certain Alain Atundu, il travaillait alors pour les services de sécurité de Mobutu et il est aujourd'hui avec Kabila.

Lors du cinquantième anniversaire de l'indépendance, j'ai organisé un colloque portant sur l'histoire du Congo mais qui parlait surtout de l'avenir. J'ai alors obtenu qu'un monument soit érigé à Kinshasa à la mémoire du premier président du pays Joseph Kasa-Vubu. J'ai aussi plaidé, avec le soutien du Belge Roger Dehaybe, pour que le sommet de la francophonie, annulé du temps de Mobutu,

ait finalement lieu en 2012. Tous mes actes ont toujours été posés dans cette ligne, celle d'un citoyen engagé...

D'ailleurs j'ai toujours été engagé. Dans ma jeunesse, je militais au sein de la JEC (jeunesse étudiante catholique) et faisais partie d'un mouvement qui s'appelait « pax romana ». J'ai aussi été marqué par ma participation au Concile des jeunes à l'abbaye de Taizé, où je me suis ouvert à l'œcuménisme. Il est donc normal qu'aujourd'hui à nouveau je me mobilise... Je ne voudrais pas qu'un jour on puisse me faire le reproche d'avoir péché par omission. Qu'on puisse me dire : « Vous étiez là et vous n'avez rien essayé... »

Le président Kabila avait cependant suscité de grands espoirs. Dans les années 2000, afin de rétablir l'unité du pays divisé par les rébellions, il avait accepté de par-

tager le pouvoir avec quatre vice-présidents, ce qui avait permis la réunification du pays. Aujourd'hui, il y a à nouveau risque de guerre, de division... La loi électorale a été promulguée mais l'esprit n'y est pas. Le climat n'est pas favorable à des élections libres et apaisées.

Quelles sont les conditions pour avoir de « bonnes »

élections ?

Il ne faut plus de prisonniers politiques, les médias publics dont la RTNC (radio télévision nationale congolaise) doivent être ouverts à tout le monde. Les manifestants éventuels doivent avoir le droit de s'exprimer. Face au risque de voir se mettre en place un régime policier inacceptable, il est de mon devoir d'élever la voix. Seuls ceux qui ne me connaissent pas s'étonnent de ma position actuelle... J'ai aussi été marqué par la marche des chrétiens organisée en 1992, à laquelle j'ai participé... Aujourd'hui encore, il faut lutter pour que le pays aille mieux, pour que le peuple puisse vivre en paix, que chacun puisse s'exprimer, contribuer au développement. Le re-

dressement du Congo pourrait faire progresser toute l'Afrique...

Quel est votre principal reproche à l'égard du pouvoir actuel ?

Il a plongé le pays dans une crise inutile... Les mesures de décrispation du climat politique prévues par l'accord de la Saint-Sylvestre n'ont pas été appliquées, les prisonniers politiques n'ont pas été libérés. C'est pour cela que le comité des laïcs chrétiens a appelé à manifester afin que des élections sereines soient possibles. Nous avons répondu à une demande de la Conférence épiscopale qui, le 27 juin dernier, de manière pathétique, avait déclaré que « le pays va mal »... Les prélats voulaient que les laïcs prennent le relais.

Ne craignez-vous pas pour

votre sécurité personnelle ?

Depuis le 31 décembre, je n'habite plus chez moi... A mon âge... J'ai tenu à rester dans mon pays car notre génération doit être un exemple pour les jeunes ; il y a eu des héros dans ce pays, et d'abord Patrice Lumumba, il y a toujours eu des résistances et cet esprit est toujours là, plus fort qu'avant, avec une jeunesse qui ouvre la voie... Les Congolais, aujourd'hui comme hier, aspirent à la justice, à la dignité, ils n'acceptent pas de se retrouver en haillons, mendians en Angola ou à Brazzaville, refoulés en Libye, c'est la honte...

Quelle est la position des laïcs chrétiens face aux partis politiques ?

Nous leur adressons un message : s'ils veulent discuter avec nous, ils doivent se présenter unis. Beaucoup de personnalités

politiques ont participé aux manifestations, mais dans le cadre de leurs paroisses respectives. Nous ne voulons pas être récupérés. Si les politiciens veulent nous rejoindre, ils peuvent le faire, mais dans l'unité.

Votre action va-t-elle se poursuivre ?

La détermination des chrétiens ne faiblit pas. Une messe en mémoire de ceux qui sont morts durant la manifestation du 31 décembre est prévue dans les églises de Kinshasa. En outre, chaque jeudi à 21 heures les cloches des églises vont sonner durant quinze minutes, afin d'appeler la population à rester en éveil... Les jeunes sont mobilisés et je salue en particulier le courage des membres des mouvements Lucha et Filimbi, qui ont marché avec nous. Entre eux et nous, une synergie s'est

établie, nous partageons une ambition commune pour notre pays. ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN

PUBLICATION

Quand un historien fait de la prospective

Alors que ses livres majeurs consacrés à l'histoire du Congo ont été édités en Europe, c'est délibérément qu'Isidore Ndaywel a choisi une maison d'édition kinoise (Médiapaul) pour publier un ouvrage beaucoup plus personnel, dont le titre seul est un programme : *L'audace de dresser le front pour un autre Congo*, avec un avant-titre poétique, « La saison sèche est pluvieuse ». Dans ce dernier ouvrage, c'est le citoyen, sinon le militant qui s'exprime : il ne s'agit pas seulement d'un diagnostic, nourri par l'histoire bousculée du pays, mais d'une série de propositions, destinées non seulement à sortir de la crise actuelle, mais à renforcer

l'identité des Congolais, leur fierté, leur dignité de citoyens. Les suggestions sont simples, comme, par exemple, remettre en cause le rapport à l'argent, et très concrètes, comme célébrer les artistes congolais contemporains ou donner le nom des héros nationaux aux places publiques, aux grandes artères, à l'aéroport... Destiné en priorité à ses concitoyens, cet ouvrage de synthèse apporte aussi à l'étranger d'indispensables outils de compréhension.

C.B.

Manif du 31 décembre « Nous ne savions pas si nous rentrerions vivants »

Les citoyens qui ont manifesté le 31 décembre ont-ils pris des risques physiques ?

Evidemment. Lorsque nous sommes sortis des églises pour commencer à marcher, nous ne savions pas si nous rentrerions vivants. A tout moment, les prêtres nous disaient de nous mettre à genoux et nous restions ainsi, agenouillés, face aux policiers... Nous récitons le chapelet, nous tentions de discuter avec les forces de l'ordre. La mobilisation s'est faite dans les 157 paroisses de

Kinshasa et malgré les gaz lacrymogènes, malgré certaines provocations, il n'y a pas eu de débordements, de révoltes... Il y a eu des images atroces, des blessés, des morts, bien plus de cinq comme l'affirment les autorités car l'armée a confisqué certains corps. Deux jours après la manifestation, des inondations ont fait plus de 40 morts à

Kinshasa et je soupçonne les autorités d'avoir mélangé les victimes... Nous avons

choisi la non-violence et je me souviens encore de cette maman du troisième âge, qui discutait avec un policier qui la qualifiait de terroriste... Je suis vraiment triste pour le Congo : en 2012, lors de la conférence de la francophonie, mon pays avait retrouvé sa réputation, son prestige. Et maintenant, voilà qu'à nouveau nous reculons... Une telle fragilité est inadmissible...

Une guerre est-elle possible ?

Oui, elle redevient possible... Mais les gens disent «

advienne que pourra, nous devons prendre des risques...

» Tout cela me rappelle l'année 65. Tshombe ayant rejoint la majorité, il allait être élu. Mais la classe politique étant divisée, l'élection était sans cesse reportée. Jus-

qu'au jour où un certain Mobutu prit le pouvoir... Aujourd'hui non plus il ne faut pas sous-estimer la force de ce peuple réputé pacifique, mais qui vit trop de frustrations... Ce qui m'effraie, c'est le risque du chaos... Bien sûr, les élections sont prévues pour décembre 2018. Mais d'ici là, y aura-t-il moralisation de la vie politique? Un

contrôle suffisant? La loi électorale a été promulguée, mais les « machines à voter » n'inspirent pas confiance. Et à la tête de la Commission nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa est considéré comme inféodé à Kabila. Les risques demeurent élevés. ■

**Propos recueillis par
C.B.**